

Interview du Président de la République Emmanuel Macron par Léa Salamé et Gilles Bouleau le 14 juillet 2020

14 juillet 2020 - **Seul le prononcé fait foi**

Léa SALAMÉ, France 2

Bonjour à tous et bonjour Monsieur le Président.

Emmanuel MACRON

Bonjour.

Gilles BOULEAU, TF1

Bonjour Monsieur le Président. Bonjour Léa.

Emmanuel MACRON

Bonjour à tous.

Léa SALAMÉ

Bonjour Gilles. Merci de nous recevoir à l'Élysée, ici dans la salle des fêtes. Monsieur le Président, vous aviez dit en arrivant au pouvoir que vous ne feriez plus d'interview du 14 juillet, que c'était terminé. Pourquoi avoir changé d'avis ? Pourquoi vouloir parler aujourd'hui ? Pourquoi renouer ainsi avec la tradition ?

Emmanuel MACRON

Renouer voudrait dire que ça serait à nouveau tous les 14 juillet, je ne sais pas vous le dire. Ce que je sais, c'est que ce 14 juillet est un peu particulier et nous l'avons vécu ce matin avec beaucoup d'émotion et de fierté. C'est un 14 juillet qui consacre la fierté d'être français, notre fête nationale, dans laquelle nous célébrons nos armées. Nous l'avons encore fait ce matin, auquel nous devons tant, leurs familles, leurs blessés. Mais ce 14 juillet, nos armées ont accepté d'offrir un peu la vedette aux soignants, à ces femmes et ces hommes qui pendant des mois, comme ils le font tout au long de l'année, mais cette fois-ci tout particulièrement, nous ont protégés, se sont battus pour nous face à ce Covid-19. Et c'est vrai que nous sortons de cette phase aiguë de l'épidémie. Nous n'en sommes pas débarrassés. On y reviendra sans doute. Le pays a été profondément bouleversé et traumatisé. Et je crois que ce 14 juillet avait un ton particulier qui justifie cet échange libre, ouvert, contradictoire, revenant sur la période qui vient de s'écouler, sur aussi les 3 ans qui viennent de s'écouler et puis nous conduisant tous à regarder la suite de la crise sanitaire, la crise économique, sociale devant nous, les défis de notre pays, et ses forces. Parce que je disais que nous étions émus ce matin face à ces soignants qui déployaient le drapeau français avec les militaires, mais aussi face aux familles des victimes. Et donc je crois que notre pays est dans un moment un peu particulier de son histoire et nous devons aussi en mesurer la gravité.

Léa SALAMÉ

Et c'est pour ça que vous aviez envie de parler aujourd'hui ?

Emmanuel MACRON

Oui.

Gilles BOULEAU

Monsieur le Président, nous allons bien évidemment vous poser des questions sur l'épidémie

de coronavirus qui n'est pas terminée, sur la crise économique qui est terrible. D'abord, en quelques mots sur vous et sur le bilan. Depuis 3 ans, il y a eu de nombreuses manifestations : les gilets jaunes, la réforme de la SNCF, des retraites... On a vu les slogans, on a entendu des manifestants, on a entendu des Français exprimer à votre endroit de l'hostilité et parfois de la détestation. Est-ce que vous comprenez pourquoi ?

Emmanuel MACRON

Oui, je peux le comprendre.

Gilles BOULEAU

Ça va au-delà de l'opposition politique, c'est ça que je voulais vous dire.

Emmanuel MACRON

Je peux le comprendre parce que d'abord, nous sommes dans un pays qui a ça, dans son histoire, dans ses tripes, parce que aussi j'ai sans doute laissé paraître quelque chose que je ne crois pas être profondément, mais que les gens se sont mis à détester, ce Président qui voudrait tout réformer pour que ce ne soit que les meilleurs qui puissent réussir, que notre pays, finalement, s'adapte à la mondialisation. Ça n'est pas mon projet. Mais le jeu des maladresses, parfois des phrases sorties de leur contexte d'autres fois, de l'opposition, de la vie politique a fait que cette détestation a pu être alimentée. Donc je le constate comme vous, je le regarde en face.

Léa SALAMÉ

Les critiques sont injustes ? Vous les avez trouvées injustes ?

Emmanuel MACRON

Ce n'est pas à moi d'en juger. Je crois que la haine n'est pas acceptable en démocratie. On peut critiquer. Moi, je suis pour le débat. Notre pays est une grande démocratie. Mais la démocratie à cela, parce qu'il y a des élections libres, parce qu'il y a une liberté d'expression. La haine dans le discours et la violence dans les manifestations ne peuvent être acceptées. Parce qu'à ce moment-là, si on les accepte, elles détruisent la liberté, en quelque sorte qu'on avait constituée. Donc, les critiques, même si, in petto, je peux considérer qu'elles sont injustes, elles font partie du jeu démocratique. Elles sont normales et j'aime d'ailleurs plutôt rentrer dans la contradiction et je l'ai fait à plusieurs reprises. La haine, le discours radical, la brutalité, je crois que ça ne fait pas partie de la vie démocratique et que ça affaiblit plutôt une démocratie. Donc, j'ai vu comme vous, en effet, durant ces 3 années, les choses parfois, se faire comme cela avec des pics.

Gilles BOULEAU

Des piques au sens, pardonnez-moi, au sens figuré du terme, c'est-à-dire que ce n'est pas « Macron démission ». C'était ce qui dans le jeu démocratique. C'est arrivé à vos prédécesseurs. C'est « mort à Macron » avec votre effigie au bout d'une pique.

Emmanuel MACRON

C'est ce que je disais à l'instant, cela ne me semble pas, pour le coup, être dans le champ du registre démocratique. Mais qu'est-ce qui se passe dans notre pays ? Et pourquoi je crois que la promesse, le pacte démocratique que j'ai fait avec les Françaises et les Français sur la base duquel ils m'ont élu, est toujours valable. En constatant ce qui n'a pas fonctionné, notre pays au fond a peur, il y a une crise de confiance, confiance à l'égard de lui-même. Regardez même la période récente que nous venons de franchir. Si nous nous écoutions nous-mêmes tous les jours, on faisait moins bien que les voisins, nous étions les pires. Quand on commence à

regarder le bilan, non ! Il y a une épidémie, on y reviendra. On est loin d'être les pires. Mais nous avons en quelque sorte un doute permanent sur nous-mêmes en tant que pays. Et nous avons en notre sein des, ce que j'ai parfois appelé, passions tristes, c'est-à-dire des forces de division, on lisait ce matin un texte du général DE GAULLE qui en parlait lui-même, qui parfois nous conduisent à ne plus vouloir avancer parce qu'on ne pense qu'à ces divisions-là. C'était vrai quand je suis arrivé.

Léa SALAMÉ

Mais justement, c'est ce que j'allais vous dire. Vous parlez des passions tristes. C'était une de vos grandes promesses de campagne. Vous disiez, je serai le Président qui va réconcilier les Français, qui va en finir avec les passions tristes, avec le ressentiment, avec l'esprit de défaite. Trois ans après, les Français sont divisés, peut-être plus que jamais. Pourquoi vous n'y êtes pas parvenu ?

Emmanuel MACRON

Vous avez raison d'abord. Je n'y suis pas parvenu. Est-ce que ça veut dire que je vais arrêter de me battre, d'essayer de convaincre, de porter un tel projet ? Non. Mais j'ai sans doute fait des erreurs qui ne m'ont pas permis d'y parvenir et nous avons vécu le chaos, si je puis dire, et le grand fracas du monde. Depuis plusieurs années, ce que vit notre pays le traumatise profondément. L'histoire est revenue : l'histoire la plus tragique. Nous nous parlons aujourd'hui. Mais je n'oublie pas qu'il y a 4 ans, le même jour, à Nice, les attentats frappaient notre pays à nouveau. Et j'ai une pensée pour évidemment la ville de Nice et toutes les familles de victimes. Mais nous avons vécu le terrorisme. Nous avons vécu au fond des crises économiques à répétition et le chômage de masse qui affaibli des familles, fait douter. La crise d'un modèle méritocratique républicain qui est pour moi, presque le plus important de nos problèmes, au fond. Nous avons vécu une crise sociale sans précédent avec les gilets jaunes qui a été la colère d'une partie du peuple français, qui, pour la plupart du temps, travaillait en vivant mal et s'est dit "ce monde n'est pas fait pour nous. Les réformes qu'ils font, ce qu'ils nous demandent de faire n'est pas fait pour nous." Et en demandant du pouvoir d'achat, mais au-delà de cela, d'être rassuré sur, au fond, un projet de société. Nous vivons une crise internationale du multilatéralisme. Un ami américain qui doute quand il ne se retire pas, des grandes puissances qui reviennent dans notre voisinage...

Léa SALAMÉ

Mais votre responsabilité à vous dans...

Emmanuel MACRON

Et là, nous venons de vivre une grande pandémie. Et donc, face à tout cela, tout ça n'est pas, vous en conviendrez, un grand accélérateur de confiance. Moi, j'ai mené au début de ce quinquennat avec le gouvernement d'Édouard PHILIPPE des réformes tambour battant. Parce que je considérais que c'était sur ce pacte que les Françaises et les Français m'avaient élu. Moderniser le pays, avancer sur le marché du travail, la SNCF, la réforme des retraites, mais également l'école pour permettre justement de mieux éduquer, apprendre à nos enfants, en particulier ceux venant des milieux les plus modestes. Nous avons lancé une très grande réforme de la santé, avant même la crise. Mais j'ai donné le sentiment à nos concitoyens qu'au fond, je réformais pour eux ou malgré eux, comme pour adapter le pays à quelque chose qu'ils n'aimaient pas tellement et dont on n'était pas sûr de la destination, mais qui n'était pas juste. Or, ce pourquoi je me suis engagé en politique, ce pourquoi j'ai voulu à un moment devenir Président, ce pourquoi nous avons construit ce pacte, c'est pour rendre une France plus forte et plus indépendante. Et je crois que c'est par le travail, par l'économie, mais aussi par son modèle social. Et tout cela, on a contribué à le faire, mais peut-être en ne l'expliquant pas

assez, mais je le fais aussi pour que chacun retrouve la maîtrise de sa vie, de son destin et qui est un chemin de justice et ça, je ne l'ai pas assez montré. Parce que nous n'avons pas produit assez de résultats, parce qu'on n'a pas été assez vite, je ne l'ai peut-être pas assez dit. Moi c'est pour ça que je me suis engagé, pour que ce chemin qu'il y a dans la République qui fait que, quel que soit son prénom, quel que soit la famille d'où on est né, sa religion, sa couleur de peau, il y a un chemin qui permet d'arriver à l'excellence.

Gilles BOULEAU

Précisément, il y a quelques semaines, vous dites aux Français "Sachons nous réinventer. Moi le premier. Moi, Emmanuel MACRON, le premier." Comment avez-vous changé ? En quoi avez-vous changé ?

Emmanuel MACRON

C'est ce que je suis en train de vous dire. D'abord reconnaître le... Non.

Gilles BOULEAU

Est-ce que ça veut dire que le cap de 2017 n'était pas le bon ? Changer veut dire changer.

Emmanuel MACRON

Non, ça veut dire que la méthode utilisée durant les trois premières années du quinquennat a permis de faire des réformes inédites. On a fait des réformes et je rends hommage là à Édouard PHILIPPE et ses gouvernements, qu'on pensait impossibles, elles ont été faites et elles étaient nécessaires parce qu'elles ont redonné aussi de la force au pays qui lui a permis de traverser la crise actuelle. Elles lui ont donné de la crédibilité internationale. Nous sommes repassés sous la barre des 8 % de chômage, nous avons commencé à conjurer.

Léa SALAMÉ

Oui, bien sûr.

Emmanuel MACRON

Je veux dire que les résultats sont là et ils sont le fruit d'un travail de toute la Nation. On était en train de gagner la bataille contre le chômage de masse, on était en train de baisser les impôts et on les a largement baissés en même temps qu'on réduisait les déficits courants et nous étions en train de moderniser le pays. Et donc tout cela est positif. Par contre, la confiance n'avait pas retrouvé le pays. Et là, vous avez raison. Et donc quand je fais le constat de ce que j'ai réussi et de ce que je n'ai pas réussi, je suis obligé de faire ce constat parce que le moment que nous vivons est plus historique et plus profond. Et donc ce que vous m'avez sans doute vu infléchir durant la période de la crise que nous venons de vivre et ce que j'ai souhaité déployer avec un nouveau Premier ministre, une nouvelle équipe, mais plus profondément dans le projet pour le pays ce n'est pas changer de cap, de destination finale qui est d'avoir une France forte, indépendante, dans une Europe autonome et au fond que chacun puisse vivre mieux. C'est de changer de chemin pour y arriver, c'est d'associer davantage, c'est de passer davantage par le dialogue social, par l'association des élus et c'est peut-être de bâtir plus fortement une confiance.

Gilles BOULEAU

Et tous les Français, de quelque bord politique qu'ils soient, ont reconnu que le Premier ministre, Edouard PHILIPPE, avait fait un bon job, cela avait été un bon capitaine dans cette terrible tempête sanitaire. Pourquoi l'avez-vous remercié, tout de suite, maintenant ?

Emmanuel MACRON

Parce que c'est une page politique et de la vie du pays qui se tourne. Parce qu'on ne peut pas dire on emploie un nouveau chemin, une nouvelle méthode, un nouveau temps du quinquennat et le faire avec la même équipe. Vous m'auriez à ce moment-là posé à juste titre la question exactement contraire : pourquoi, comment pouvez-vous nous dire que vous allez changer de chemin et de méthode alors que vous avez les mêmes ?

Gilles BOULEAU

Sauf qu'il n'a pas démérité, aux yeux mêmes des Français.

Emmanuel MACRON

Bien sûr, et à mes yeux au premier chef, si je puis dire. Vous savez, en 2017, lorsque j'ai été élu, j'ai fait le choix pour diriger le Gouvernement de nommer un responsable politique qui était peu connu des Françaises et des Français et qui n'avait pas fait ma campagne, qui ne venait pas de ma formation politique et de celles qui m'avaient conduit au pouvoir. C'est inédit dans la 5ème République, il n'y a pas d'autres exemple. Et pendant 3 années à mes côtés, il a dirigé avec beaucoup de courage, de loyauté, de détermination le Gouvernement pour agir et faire ce sur quoi je m'étais engagé vis-à-vis des Françaises et des Français. Et donc changer de Premier ministre aujourd'hui ne signifie pas ne pas reconnaître tout ce travail qui a été fait parce qu'il est important pour moi. J'ai fait, et ça je crois que les Françaises et les Français peuvent me le reconnaître, j'ai fait ce que j'avais dit que je ferai. Et souvent, au premier à coup, on tourne casaque, on décide de faire un tournant, un virage ou autre. Je ne l'ai pas fait. J'ai expliqué, continué, complété mais nous avons tenu ce cap, nous avons tenu ce chemin. Et il est légitime dans la vie démocratique, politique de notre pays que, après 3 années passées, quand on dit il y a un nouveau chemin, une nouvelle méthode.

Léa SALAMÉ

Justement.

Emmanuel MACRON

On veut plus associer les gens, on décide d'avoir une nouvelle équipe.

Léa SALAMÉ

Vous dites une nouvelle équipe, un nouveau chemin. Mais finalement quand on regarde, vous avez remplacé un haut fonctionnaire de droite, énarque, par un haut fonctionnaire de droite, énarque, à peu près du même âge. Franchement, où est la différence ? Mise à part l'accent du sud-ouest, si vous me permettez, où est la différence ? En quoi Jean CASTEX incarne-t-il mieux votre nouveau chemin que Edouard PHILIPPE ?

Emmanuel MACRON

D'abord je le disais, mon projet pour la France, ce à quoi je crois vraiment c'est ce chemin, cette capacité de choisir sa vie et de se libérer de ces cases où on nous met. Donc j'ai le droit de ne pas être d'accord avec les cases dans lesquelles vous mettez et Edouard PHILIPPE et Jean CASTEX.

Léa SALAMÉ

Ils ne sont pas énarques, ils ne sont pas de droite ?

Emmanuel MACRON

Si, l'ENA ça reste une école de la République et on passe des concours pour l'obtenir mais ils ne sont pas non plus que cela. Ils ont des histoires différentes. Ce qui est vrai, c'est que Jean

CASTEX — et c'est pour ça que je l'ai choisi — je l'ai vu faire durant le confinement. Nous l'avons choisi pour diriger cette mission, pour préparer l'après 11 mai donc j'ai vu sa méthode, je l'ai regardé pendant plusieurs semaines agir, procéder. C'est un élu de terrain, pas d'une grande ville non, une ville de taille plus réduite, Prades, depuis plusieurs années. C'est quelqu'un qui a une culture du dialogue social et qui, pendant plusieurs années, dans des fonctions d'administration, y compris sur le terrain, comme à Paris, s'est battu pour accompagner notre pays et qui connaissait très bien ce qu'est la vie des élus locaux de nos collectivités, notre proximité dont on a besoin, les partenaires sociaux, la santé et les arcanes, si je puis dire, de notre modèle social. Et donc tout ça, et son style, sa personnalité parce que derrière, il y a la patte humaine, si je puis dire, ont conduit à dire il peut être celui qui va diriger cette nouvelle équipe gouvernementale en étant justement plus à l'écoute, en associant davantage les élus de terrain pour la relance dans laquelle nous devons entrer, en bâtissant des solutions pour lutter contre le chômage, pour relancer notre économie, pour défendre notre modèle social avec les partenaires sociaux.

Gilles BOULEAU

Est-ce que vous êtes d'accord pour constater que ce Gouvernement — ce n'est ni un jugement ni une tare, comme vous le disiez — est un Gouvernement de droite et que votre nouveau chemin tourne vers la droite ?

Emmanuel MACRON

Je suis radicalement en désaccord. J'ai le droit. D'abord parce que je crois au dépassement politique. Les Françaises et des Français, quand il y a la crise du covid, ils nous demandent de les soigner bien et que ça fonctionne. Ils ne se posent pas la question de savoir si le soin est de gauche ou de droite. Quand la relance arrive, ils demandent qu'elle soit efficace et juste, ils ne demandent pas qu'elle soit de gauche ou de droite. Le Gouvernement qui est aujourd'hui constitué, qui sera complété dans quelques jours, sans doute par des secrétaires d'Etat et hauts commissaires, est un Gouvernement qui, quand je le regarde, qui a des femmes et des hommes qui viennent de ce qu'était la droite de notre champ politique ou tout ce qu'elle peut encore être comme de la gauche, et à peu près autant d'un côté que de l'autre. Il doit y avoir quatorze personnalités qui ont eu des mandats politiques à gauche ou qui ont eu des engagements en soutien à gauche. Qu'est-ce que ça veut dire ?

Léa SALAMÉ

Donc vous revendiquez toujours le “et en même temps” ?

Emmanuel MACRON

Je revendique précisément le dépassement politique parce que nos concitoyens m'ont élu là-dessus. Le dépassement politique c'est de dire je prends les meilleurs, ceux qui sont capables de porter ce projet. Et donc j'ai un Premier ministre qui a cette histoire d'élu local, de haut fonctionnaire que vous avez rappelée et que j'ai essayée de compléter, et une équipe avec des gens compétents qui sont dans la politique parfois depuis des décennies, pour d'autres qui y sont depuis 3 ans, qui sont arrivés à mes côtés, pour quelques autres qui ont eu essentiellement une carrière locale. Et puis des personnalités de la société civile, comme on dit, qui ne connaissaient pas la vie politique. C'est ça la force de notre pays. C'est la promesse sur laquelle j'ai été élu, que je continue de mettre en œuvre.

Léa SALAMÉ

Monsieur le Président, vous avez érigé la lutte contre les violences faites aux femmes comme grande cause nationale. Alors, bien sûr, il y a la présomption d'innocence, mais comprenez-vous que la nomination d'un homme visé par une enquête pour viol à la tête du ministère de

l'Intérieur, un ministère précisément très important quand il s'agit de lutter contre la violence faite aux femmes, que cette nomination provoque émoi et colère.

Emmanuel MACRON

D'abord, je respecte toujours l'émoi et la colère des causes justes. Et donc la cause féministe, je la partage. J'en ai fait un fil rouge de ce quinquennat et lutter contre les violences faites aux femmes, lutter pour l'égalité réelle, effective entre les femmes et les hommes est un combat sur lequel je ne céderai rien. Nous avons d'ailleurs fait plusieurs avancées, voté des lois importantes en reconnaissant de nouveaux délits. Nous avons commencé à déployer des moyens. Ça ne va pas assez vite, je sais les attentes des associations. Depuis le début de cette année, 1 000 places ont été libérées pour protéger. On va commencer en septembre, enfin, et je sais que c'est trop lent pour beaucoup, à déployer les bracelets électroniques qui permettent là aussi de mieux protéger, les téléphones grande détresse ont commencé d'être déployés eux aussi. Donc on va continuer d'accélérer

Léa SALAMÉ

Cette nomination..

Emmanuel MACRON

Je parle déjà du fond parce que mon combat de chaque jour et ce sur lequel je veux qu'on soit au rendez-vous de l'exigence des associations, c'est d'avoir encore plus de places d'hébergement, c'est de déployer plus vite ces bracelets, c'est d'avoir le 39 19 disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Donc ça, nous serons au rendez-vous des faits. Ensuite, vous avez un responsable politique qui a fait l'objet d'une accusation, grave.

Gilles BOULEAU

Gérald DARMANIN.

Emmanuel MACRON

Le ministre de l'Intérieur, Gérald DARMANIN.. il y a de cela plusieurs années puisque c'était au début de ce quinquennat, sur des faits qui remontent à beaucoup plus loin. Il y a comme vous l'avez dit la présomption d'innocence. Sous votre contrôle, cette affaire a déjà fait l'objet de plusieurs enquêtes, et à plusieurs reprises a été classée ou a donné lieu à une absence de suites.

Léa SALAMÉ

Oui, mais là il y a les deux plus grandes juridictions.

Emmanuel MACRON

Il y a une procédure qui pour des raisons de forme qui revient.

Léa SALAMÉ

La Cour de cassation et la Cour d'appel.

Emmanuel MACRON

Il ne m'appartient pas — je dis juste quels sont les faits.

Léa SALAMÉ

Oui.

Emmanuel MACRON

Il ne m'appartient pas d'en juger. Je sais des choses très simples. Aussi vrai que je crois à la force des causes justes, je pense qu'aucune cause n'est défendue justement si on le fait en bafouant les principes fondamentaux de notre démocratie. Et je le dis pour un ministre comme je le dirais pour quelque citoyen que ce soit. Je suis aussi de là où je me place le garant de cette présomption d'innocence. Et je le dis dans les rapports aussi que notre vie démocratique pourrait avoir avec notre vie judiciaire. Si, à partir du moment où quelqu'un est accusé ne peut pas avoir de responsabilité politique, notre démocratie change de nature. Elle devient une démocratie d'opinion. Moi, vous savez, pour la France, je veux le meilleur de notre pays. Je ne veux pas le pire des sociétés anglo-saxonnes.

Gilles BOULEAU

Mais dans le cas de monsieur DARMANIN, vous n'avez pas hésité une seconde avant de le nommer à ce poste-là.

Emmanuel MACRON

Mais j'ai eu une discussion avec lui parce que c'est un responsable politique qui est intelligent, engagé, qui a été aussi blessé par ces attaques. Donc, il y a aussi une relation de confiance d'homme à homme, si je puis dire. Le président de la République et un ministre nommé sur la réalité de ces faits et leurs suites. Je sais que lui-même d'ailleurs est sensible à cela pour pouvoir exercer dignement ses fonctions. Mais ce que je dis là est important parce que je chéris cette cause juste de la lutte contre les violences et de l'égalité effective entre les sexes. Mais je chéris ce qui peut faire de notre démocratie, une démocratie plus forte encore, celle de ne pas céder à l'émotion constante.

Gilles BOULEAU

Monsieur le Président, la France sort d'une épreuve terrible. L'épidémie, le confinement. Certains évoquent déjà une deuxième vague. Est-ce que vous avez des informations venues des experts, des épidémiologistes, des EHPAD, des hôpitaux ? Est-ce que ces informations que vous avez sont préoccupantes ou pas ?

Emmanuel MACRON

D'abord, toutes les informations dont je dispose, vous les avez aussi. Elles sont partagées. Et depuis le premier jour, c'est d'ailleurs ce à quoi nous nous sommes astreints, c'est une transparence quotidienne, au moins quotidienne, pour dire où nous en sommes et comment les choses évoluent. Nous sommes sortis du premier pic qui nous a conduit à ce confinement, à cette décision si c'est difficile avec évidemment ces décès que nous avons eu à vivre, plus de 30 000 de nos concitoyens sont aujourd'hui décédés de ce virus, et un combat âpre mené par nos soignants, mais avec eux aussi, les élus, les fonctionnaires de l'Etat. Ce que j'ai appelé ces premières, deuxième et troisième ligne. Tout le pays s'est mobilisé et nous avons des résultats puisque l'on a réussi à endiguer le virus et retrouvé presque une vie normale. Je le dis parce que ça, c'est la Nation tout entière qui a réussi. Et regardez certains autres pays, ce n'était pas une évidence et ce n'est pas donné. Et donc, les Françaises et les Français peuvent-être fiers d'eux.

Léa SALAMÉ

C'est vrai mais...

Emmanuel MACRON

Aujourd'hui nous avons des incertitudes. Toutes les difficultés de cette période que nous avons vécu, c'est qu'on doit décider par gros temps sans tout savoir. Et nous avons tous vécu

ce que peuvent être aussi les controverses entre les scientifiques. Il n'y a pas une ligne ou une doctrine. Il y a ceux qui vous disent ferme : il n'y aura pas de deuxième vague. Il y a ceux qui vous disent : elle est pour bientôt et c'est sûr. Ce que je vois...

Léa SALAMÉ

Là, vous ne savez pas ?

Emmanuel MACRON

Ce qu'on voit, c'est qu'il y a des pays où ça repart très fort. Les Etats-Unis d'Amérique, par exemple. Il y a dans beaucoup de pays voisins des indices, une remontée et nous-mêmes, nous avons certains indicateurs que nous suivons, le R effectif qui est en train de réaugmenter, qui est passé un peu au-dessus de 1. Ce qui veut dire qu'une personne qui a le virus transmet au moins à une personne le virus.

Gilles BOULEAU

Et les médecins voient revenir des malades...

Emmanuel MACRON

Ça veut dire que ça se réaccélère. Et vous avez raison, les appels des débuts aux urgences. Donc nous avons des signes que ça repart quand même. Face à cela, nous devons prévenir et nous préparer. Prévenir, qu'est-ce que c'est ? Nous avons appris pendant cette période et nous avons appris comment se transmettait ce virus, mieux qu'au début. La meilleure prévention, ce sont ce qu'on appelle les gestes barrières contre le virus. Les masques, se tenir à distance et le gel hydroalcoolique. Et donc, il faut continuer d'appliquer ces gestes barrières. Là-dessus, on voit des faiblesses. Donc, j'ai demandé à ce qu'on passe une étape au Gouvernement et je souhaite que dans les prochaines semaines, on rende obligatoire le masque dans tous les lieux publics clos. On le fait dans les transports, ça marche très bien, mais c'est un peu erratique dans les lieux publics clos. Les protocoles, par exemple, le restaurant fonctionne très bien, doivent être respectés, mais...

Léa SALAMÉ

Dans les magasins.

Emmanuel MACRON

Dans les magasins, etc.

Gilles BOULEAU

A quelle date Monsieur le Président ?

Emmanuel MACRON

Ça veut dire qu'il faut que les choses s'organisent. On ne va pas le faire du jour au lendemain mais je recommande à tous nos concitoyens qui nous écoutent de porter le masque au maximum quand ils sont dehors et a fortiori quand ils sont dans un lieu clos. Et nous allons observer la situation, mais nous mettre en situation de pouvoir, par exemple à partir du 1er août, le rendre totalement obligatoire.

Gilles BOULEAU

Donc, les centres commerciaux dans lesquels, à droite, un magasin est interdit aux personnes non masquées et à côté, à 10 mètres de là, est ouvert aux personnes masquées, c'est terminé le 1er août ?

Emmanuel MACRON

Le charme de la France. On dit les règles uniformes...

Gilles BOULEAU

C'est quand même la société publique qui est en jeu.

Emmanuel MACRON

Je suis d'accord. Mais pourquoi je dis ça en plaisantant ? C'est que vous me dites : ce n'est pas cohérent. Le charme de la France, c'est qu'on est contre les règles uniformes en disant : c'est totalement absurde. Et dès qu'il n'y a pas de règles uniformes, on les demande. Donc oui, je pense qu'il faut passer une étape. Mais le plus important, c'est ma recommandation, c'est d'en mettre. Ensuite, dans les événements à l'extérieur, quand on a une bonne distance, on n'est pas forcément tenu. Là aussi, c'est plus prudent. On a vu.

Gilles BOULEAU

Le Teknival.

Emmanuel MACRON

On a vu des événements récents, mettez des masques, mettez des masques.

Léa SALAMÉ

Ou certains de vos ministres qui se sont fait des bises sans masques lors de la passation de pouvoir.

Emmanuel MACRON

C'était les émotions de passation de pouvoirs. Le Premier ministre leur a dit, et vous avez constaté qu'après les règles ont été strictement observées. Je dis ça et je le dis aussi pour nos jeunes parce qu'on a demandé des efforts énormes à notre jeunesse dans cette période. Et j'espère qu'on y reviendra parce que pour moi, c'est ...

Léa SALAMÉ

On va en parler évidemment. On va en parler.

Emmanuel MACRON

... l'un des fils rouges des prochains mois, des prochaines années. Mais, nos jeunes ont souvent des formes légères. Et quand on regarde la mortalité, c'est de manière écrasante les plus âgés qui décèdent. Et donc, ils pourraient penser, parce qu'ils ont des formes qu'on appelle asymptomatiques, que ce n'est pas grave, que eux peuvent prendre tous les risques. Simplement, quand ils prennent ces risques, ils accélèrent la propagation du virus et ils peuvent le transmettre à d'autres, à des aînés. Donc, voilà le masque et on protège. Ça, c'est la première... Le premier pilier de la stratégie. Le deuxième, c'est les tests. On les a largement déployés. On doit être à près de 370 000 tests par semaine au moment où je vous parle.

Gilles BOULEAU

Ça devait-être 700 000.

Emmanuel MACRON

Pardon ?

Gilles BOULEAU

Votre ministre de la Santé, Olivier VÉRAN disait : ce serait 700 000 par semaine.

Emmanuel MACRON

On a la capacité. Simplement, la demande aujourd'hui n'est pas là. Donc ce que nous allons faire, ce que j'ai demandé au Gouvernement, c'est d'ouvrir. On a largement la capacité, on a la capacité de les faire. On a la capacité des principes et des réactifs pour les déployer.

Simplement, ce qu'on va encourager, c'est de permettre à toutes personnes, sans prescription médicale, même quand elle n'a pas de symptômes, si elle a un doute, une crainte de pouvoir aller se faire tester. Parce que c'est une bonne manière, ensuite, une fois qu'on est testé, d'être isolé et de réduire la diffusion. Et puis, la troisième chose, c'est se préparer au pic, s'il y en avait un vraiment.

Léa SALAMÉ

Alors justement, monsieur le Président, pour être clair, il faut qu'on avance parce qu'il faut absolument qu'on vous entende sur la relance économique. Mais encore une ou deux questions sur le covid pour être très clair. Vous aviez admis dans votre allocution d'avril dernier qu'il y avait eu des failles et des insuffisances. S'il y a une deuxième vague qui arrive, est-ce que cette fois-ci, nous serons prêts ? Est-ce qu'il y aura suffisamment de masques, de gel, de tests, de respirateurs, de médicaments ? Ou est-ce qu'on risque une nouvelle pénurie ?

Emmanuel MACRON

Oui, nous serons prêts. Nous serons prêts et cela a été préparé sous l'autorité du Premier ministre, avec le ministre de la Santé, mais tous les ministères compétents, les services compétents, pour qu'on ait les bons stocks en bonne quantité, parce que maintenant aussi on voit en période, si je puis dire, de crise extrême, quelle est la quantité qu'on consomme ? Ça a été beaucoup plus que ce qui était dans toutes les projections, plus de 10 fois plus. Et donc, maintenant, on sait ce qu'on consomme : de masques, de respirateurs, en effet, de curares, de médicaments. Et nous avons à la fois les stocks et les approvisionnements qui sont sécurisés. Et nous avons l'organisation au plus près du terrain qui permettrait de faire face à une recrudescence si elle était là.

Léa SALAMÉ

Donc, plus d'erreurs.

Emmanuel MACRON

En tout cas, tout ce que nous avons appris, tout ce que nous savons projeter, modéliser, nous a permis de nous organiser.

Gilles BOULEAU

Question qui intéresse tous les Français. S'il y a reconfinement, ce qui n'est pas une hypothèse d'école, est-ce que ce sera un reconfinement global ? 60 millions de Français. Un reconfinement par canton, par ville ? On a vu plusieurs quartiers de Lisbonne. On a vu Melbourne, 5 millions d'habitants. Est-ce que ce serait comme ça ou est-ce que ce serait, par exemple, un confinement des personnes dont vous disiez qu'elles étaient les plus fragiles ? Les plus de 70 ans, on les isole, quitte à les déprimer et les déprécier. Qu'est-ce que vous allez faire ?

Emmanuel MACRON

Alors d'abord, on a pris la mesure la plus radicale, la plus dure, qui était le confinement. C'est aussi la plus basique, si je puis dire, avec des tas de conséquences. Vous l'avez rappelé en creux sur les autres maladies, avec des gens qui ne sont pas allés se faire soigner. Sur le plan psychologique et psychiatrique, avec beaucoup de gens qui ont souffert. Sur le plan des injustices sociales parce qu'être confiné dans une maison où on a un jardin, ce n'est pas pareil

qu'être confiné dans un appartement à plusieurs. Être confiné dans une maison où il n'y a pas Internet, ce n'est pas pareil que d'être connecté en permanence. Et donc, le confinement a été un révélateur d'inégalités. Je ne veux pas de cela à nouveau pour le pays. Et donc nous sommes en train de tout faire pour éviter une nouvelle vague et pour avoir une approche différenciée si elle apparaissait. Les masques, les tests et ensuite, si une nouvelle vague arrivait, d'isoler le plus localement possible et donc le plus vite possible. C'est pour cela qu'il faut tester.

Gilles BOULEAU

Mais on peut, on peut réisoler la Mayenne. Je dis la Mayenne parce que ...

Emmanuel MACRON

On peut. Ce sont les autorités de santé qui savent quelle est la bonne maille. Mais rappelez-vous ce que nous avons fait au début, au début de la crise dans l'Oise, nous avons su isoler, au niveau parfois d'une ville de quelques écoles, parce qu'on savait remonter sur les personnes qui étaient contaminées, celles et ceux qui les avaient approchés. Et donc, c'est ça ce que nous référons s'il y avait à nouveau une accélération.

La clé, c'est d'être en vigilance partout dans le pays. Et je le dis pour tous nos concitoyens : nous sommes les acteurs de la lutte contre le virus. Si on ne veut pas de deuxième vague, ça dépend de nous, nous protéger, nous tester, nous organiser.

Léa SALAMÉ

Le 1er septembre, rentrée des classes, est-ce que vous savez aujourd'hui, 14 juillet, comment ça va se passer ? Est-ce que les 12 millions d'élèves de la maternelle à la terminale feront une rentrée des classes normale ?

Emmanuel MACRON

Elle sera la plus normale possible. Il y a une circulaire sortie il y a quelques jours qui a été préparée par le ministre. Nous nous sommes mis en capacité de pouvoir accueillir tous les élèves avec la bonne organisation. Nous avons beaucoup appris. L'école, nos enseignants ont beaucoup appris aussi, et je veux saluer leur engagement et leur travail durant cette période. On a développé un enseignement en ligne. On a développé une nouvelle manière d'apprendre aux élèves. Là, on a un défi. Durant l'été à la rentrée, il va falloir aller chercher les enfants qui ont le plus souffert du confinement, ce qu'on appelle parfois les décrocheurs. Je n'aime pas tellement ce terme. On peut appeler ça les accrocheurs, parce qu'on aura besoin de leur vitalité, de leur force et on devra les aider. Le ministre prépare une rentrée où les enseignants seront à la fois bien protégés, où on aura la bonne organisation avec, si des pics revenaient, la possibilité de s'adapter. Mais je peux dire aujourd'hui aux familles que nous nous sommes mis en situation d'avoir une rentrée des classes quasi-normale, de continuer à vivre avec le virus s'il reste à ce niveau-là. Evidemment, s'il y avait une accélération pendant le mois d'août, on sera amené à revoir cette rentrée. Ça n'est pas ce que je souhaite. Si on fait bien les choses, nous aurons une rentrée des classes un peu différente, encore plus exigeante parce qu'il nous faudra rattraper les mois passés.

Gilles BOULEAU

Monsieur le Président, si vous étiez testé positif au coronavirus, si vous aviez des symptômes, est-ce que vous prendriez de la chloroquine ?

Emmanuel MACRON

Non.

Gilles BOULEAU

Vous l'avez dit au professeur RAOULT quand vous l'avez vu il y a quelques semaines ?

Emmanuel MACRON

Non parce que d'abord, je ne...

Gilles BOULEAU

Vous lui avez dit que vous ne croyez pas à sa méthode ?

Emmanuel MACRON

Il se trouve que sur des pathologies que j'ai parfois ou autre chose, il m'arrive de m'automédiquer, parce que si mon épouse m'entend, j'allais dire "je ne m'automédique pas", elle vous dirait que j'ai menti. Mais en l'espèce, vu notre degré de connaissances, de ce que j'ai compris quand même de la science, c'est qu'il n'y avait pas de traitement stabilisé. Donc s'il n'y a pas de traitement, je ne vais pas en prendre, donc je m'en remettrais aux médecins qui me suivent qui, je crois, suivraient l'évolution pour voir comment on accompagne les jours les plus décisifs pour éviter que ça ne dégénère. Mais non, vous savez, nous sommes le pays des Lumières. Dans le pays des Lumières, moi, je crois à la rationalité et donc à la rationalité scientifique. Le professeur RAOULT, puisque vous l'évoquez, est un grand scientifique, j'ai été le voir pour me rendre compte, et donc il était normal et légitime, de mon point de vue, qu'il participe du débat scientifique. Mais ce n'est pas au président de la République ou à un politique de trancher un débat scientifique avec des critères politiques. Ce n'est pas plus à un homme scientifique, quand bien même il devient une personnalité publique, d'acter des croyances scientifiques. La science a ses processus de vérification et c'est comme ça qu'on se porte mieux, je crois.

Gilles BOULEAU

Donc pas de chloroquine.

Léa SALAMÉ

Pas de chloroquine, on a compris.

Emmanuel MACRON

Peut-être que dans quelques mois, on verra que c'était le bon traitement, mais aujourd'hui, personne n'a prouvé que c'était le bon.

Léa SALAMÉ

Aujourd'hui, pas de chloroquine et pas d'automédication.

Léa SALAMÉ

Dernière question rapidement : si Sanofi, entreprise française, trouvait le vaccin demain, dans 6 mois, est-ce que vous garantissez que la France serait le premier pays servi ?

Emmanuel MACRON

La France sera servie parmi les premiers pays.

Léa SALAMÉ

Parmi ?

Emmanuel MACRON

Oui, parce que Sanofi s'est mise, comme nous l'avons fait d'ailleurs avec tous les groupes... Je

ne vais pas faire avec les groupes français ce que je ne veux pas que les autres fassent avec leur propre groupe. Aujourd'hui, plusieurs groupes pharmaceutiques recherchent des vaccins, Sanofi dont le siège est en France, grand groupe européen, mais vous avez des groupes qui sont britanniques, d'autres Allemands, d'autres Américains ou Canadiens. Ce qui est absurde, c'est de dire : "On va faire du nationalisme sanitaire. Si c'est mon entreprise qui trouve les vaccins iront d'abord chez moi." Ce qu'on a construit, la France en a pris l'initiative avec l'Organisation mondiale de la santé, c'est de dire : qui que ce soit qui trouve un vaccin, on se met en situation d'organiser sa production partout dans nos pays, pour nous tout de suite mais aussi pour les pays en voie de développement ou les pays les plus pauvres. Parce qu' imaginez une seule seconde qu'on trouve un vaccin qui fonctionne, que nous, on sait le diffuser 15 jours, trois semaines après parce qu'on produit très vite et qu'on a un pic en Afrique, en Amérique du Sud. Vous me direz : est-ce que vous savez le produire pour ces pays aussi ? C'est ce qu'on a appelé l'accès mondial aux vaccins. Et donc Sanofi rentre dans ce programme. Donc Sanofi, il y a eu beaucoup de polémiques, est rentré dans un programme américain. Mais en parallèle, nous avons engagé Sanofi dans une discussion avec la France et avec l'Europe, pour sécuriser la production des médicaments sur le sol européen pour les Européens en même temps, là aussi, mais également pour sécuriser les principes actifs parce que quand on trouve un vaccin, on oublie, nous l'avons appris dans cette période, qu'il y a des choses qui sont parfois de peu de valeurs, des principes actifs, certains ingrédients, qui ne sont pas produits chez nous. Et si on vient à manquer, on crée la dépendance. Et donc là, on a des discussions avec les Japonais, avec d'autres Européens pour sécuriser cela. Donc oui, je vous le garantis, mais ce qu'on a travaillé, c'est d'avoir véritablement un accès international aux vaccins. C'est ça la coopération sanitaire à laquelle je crois. Il ne faut pas qu'il y ait un nationalisme. On peut avoir un patriotisme industriel, j'y crois, mais le patriotisme, c'est l'amour des siens, pas la haine des autres. Il ne devrait pas y avoir de nationalisme sanitaire au mauvais sens du terme.

Gilles BOULEAU

Monsieur le Président, cette crise a aussi fait plonger notre économie. L'Insee prévoit, pour la fin de cette année 2020, 900 000 chômeurs de plus. C'est vertigineux. Est-ce qu'il faut s'attendre à ça, ou à moins ou à plus ?

Emmanuel MACRON

Il est impossible de dire aujourd'hui le chiffre.

Gilles BOULEAU

Mais il vous paraît réaliste ?

Emmanuel MACRON

Oui. Quand je regarde l'Insee, la Banque de France, tous les instituts qui font référence écrivent qu'il y aura entre 800 000 et 1 million de chômeurs de plus à l'horizon du printemps 2021. Pourquoi ? Parce que nous avons mis d'abord notre économie à l'arrêt pendant deux mois et le redémarrage est ensuite très difficile dans plusieurs secteurs. Le secteur de la culture a été durement frappé et continue de l'être, ce qui est un drame pour notre art de vivre à la française, c'est aussi pour cela que le plan de relance doit être un plan culturel, mais ce qui est un drame pour des centaines de milliers, des millions de nos concitoyens qui vivent en travaillant à l'occasion de ces festivals, l'événementiel, les hôtels, cafés, restaurants, le tourisme, une bonne partie du commerce, les travaux publics, le bâtiment. Beaucoup de secteurs ont été impactés, d'autres qui sont en crise parce qu'il y a les conséquences mondiales de cette crise qui a touché tout le monde : l'aéronautique, l'automobile, etc. Et donc nous allons avoir des plans sociaux, ils ont commencé, et nous allons avoir une augmentation du

chômage massive. Alors ce qu'il faut faire, c'est nous préparer collectivement, agir pour défendre les emplois existants et en créer au plus vite dans les secteurs qui sont en expansion, et donc soutenir l'activité, soutenir les salariés et se préparer à la suite. Et ça, c'est ce qu'on a fait du premier jour. Le fameux "quoi qu'il en coûte" que j'ai prononcé au mois de mars, c'était la première réponse contre le chômage parce que...

Léa SALAMÉ

Est-ce qu'il est toujours valable, le "quoi qu'il en coûte", aujourd'hui ?

Emmanuel MACRON

La vérité, c'est qu'il est en train de continuer à se déployer, mais nous allons maintenant... Il était légitime, une fois encore, il était légitime parce qu'il y avait le feu à la maison et donc on n'allait pas compter les seaux. Et ce quoi qu'il en coûte, il était légitime parce qu'il évitait une casse sociale, économique, avec les drames qui l'accompagnent, que nous aurions payé hier ou demain, et donc cet effort se poursuit. Mais comment les choses se font dans le temps ? Dès le mois de mars, nous avons décidé à un niveau qu'aucun autre pays au monde n'a décidé. Je le dis parce qu'on peut être fiers de la France parfois, et en l'espèce, je crois qu'on le doit. Nous avons accompagné les salariés avec un dispositif de chômage partiel qui n'a pas d'équivalent.

Gilles BOULEAU

Qui est le plus généreux en Europe,

Emmanuel MACRON

Qui est le plus généreux en Europe, l'Europe est le continent le plus protecteur au monde.

Gilles BOULEAU

Et le plus coûteux en Europe également.

Emmanuel MACRON

C'est vrai que c'est plus coûteux, mais pourquoi ? Parce qu'on a fait en sorte qu'il n'y ait pas de licenciements à cause du Covid dans cette période-là et donc que les gens puissent rester dans l'entreprise en étant payés en chômage ou en étant payés à moins travailler. Donc c'est vrai qu'on a distribué énormément de chômage partiel, et on a eu plus de 40 % des salariés de notre pays qui ont été concernés par cette mesure avec 84 % de remplacement de salaire, parfois complété par les entreprises. On a fait le prêt garanti aux entreprises, ce qui a permis aux indépendants, aux commerçants, aux petites entreprises mais parfois aussi aux plus grandes d'avoir des aides en trésorerie. On a fait des reports de charges, on a même fait ce qui n'avait jamais été fait dans notre Histoire, des exonérations de charges, c'est-à-dire que dans certains secteurs : hôtels, cafés, restaurants, culture, sports, événementiel, on a dit : "on annule les charges". Tout ça nous a permis de tenir et d'éviter de trop détruire d'emplois. Là, on rentre dans une phase où l'activité n'est pas tout à fait normale. Qu'est-ce qu'on fait ? On va continuer d'investir pour préserver les emplois et les compétences parce qu'on a appris de la crise d'il y a 10 ans que si on licencierait trop vite dans ces périodes, on détruisait des compétences pour l'entreprise et on mettait des gens dans le désarroi économique. J'ai réuni dans cette salle ici, il y a un mois et 15 jours, à deux reprises, l'ensemble des partenaires sociaux. Nous avons eu une discussion extrêmement intense, nourrie, puis ils ont eux-mêmes travaillé entre eux, et nous avons décidé pour le pays d'un dispositif inédit, d'activité partielle de longue durée, qui permet de garder dans l'entreprise les salariés, de les payer parfois les uns en acceptant de travailler un peu moins, en allant vers des formations et d'avoir l'État qui abonde ces dispositifs. Et donc c'est un plan, si je puis dire, anti-licenciements.

Léa SALAMÉ

Mais à quel coût Monsieur le Président ? Quand on voit ...

Emmanuel MACRON

À un coût très important.

Léa SALAMÉ

Oui, mais à quel coût aussi pour les salariés ? Monsieur le Président quand on voit dans certaines entreprises comme Derichebourg, filiale d'Airbus, on demande aux salariés de baisser de 20 % leur salaire pour pouvoir les garder. Vous, si vous étiez salarié, si votre patron venait vous dire "soit vous baissez votre salaire de 20 %, soit je ne peux pas vous garder." Vous, vous feriez quoi ? Vous acceptez le deal ou vous vous dites c'est du chantage inacceptable ?

Emmanuel MACRON

D'abord, ça ne doit pas être du chantage, ça doit être le dialogue social. Et c'est comme ça qu'on l'a conçu avec les partenaires sociaux.

Gilles BOULEAU

Le choix n'était pas immense, en l'occurrence et...

Emmanuel MACRON

Non, mais, c'est pour ça que ce n'est...

Gilles BOULEAU

Du licenciement ou la perte de 20 %.

Emmanuel MACRON

Pour notre pays, je préfère au maximum qu'il y ait, et je vais y revenir parce que ce n'est pas seulement le salaire qu'on doit baisser. Qu'il y ait des salaires qu'on accepte de baisser momentanément plutôt que des licenciements parce qu'après parfois, on met des années à revenir vers un emploi. Mais ça doit passer par le dialogue social, c'est-à-dire que ce qu'on a conçu, ce à quoi je tiens et qui contribue aussi d'une conviction que j'ai conçue et forgée à l'expérience c'est quand il y a de la peur, de la conflictualité dans notre pays, le dialogue social à l'échelle de la branche et de l'entreprise a une valeur inouïe. Il a une valeur inouïe parce qu'il permet de mettre les gens autour d'une table. Et quand on se parle pour dire les choses, pour partager ses contraintes, aucun patron ne veut que ses salariés travaillent moins, aucun, je vais dire, ils partagent le même risque. Le patron prend souvent même plus de risques. Et un patron, il veut plutôt embaucher davantage et avoir plus d'activité. Mais parfois, on ne sait pas assez se mettre autour de la table. Ça a été mon défaut aussi. Et donc là, ça n'existe dispositif qu'en mettant autour de la table que par du dialogue social dans la branche, dans l'entreprise. Et en faisant quoi ? En disant "on accepte de la modération salariale pour un temps." Moi, je souhaite qu'elle s'accompagne et on a mis en place ces dispositifs, d'intéressement et de participation. Pourquoi ? Parce qu'il faut que le salarié qui accepte dans cette période de faire un effort, le jour où ça va mieux, il ait droit aussi à sa part du mieux. Ça doit s'accompagner d'une modération des dividendes et c'est ce qu'on a demandé aux entreprises auxquelles on abonde. C'est-à-dire que si on dit aux salariés de faire un effort, l'actionnaire doit faire un effort aussi. Et nous, nous allons faire un effort avec l'argent public. Vous savez, on va mettre sur ce dispositif 30 milliards d'euros pour compléter parfois les salaires, pour financer des formations, pour permettre là soit d'être le jour d'après, un salarié mieux formé, mieux qualifié qui gagnera mieux sa vie, soit d'aller vers des secteurs d'activité

où il y a des opportunités parce qu'on sait que certains secteurs vont détruire de l'emploi. Et donc il faut qu'on utilise cette période, y compris d'activité partielle, pour former, pour permettre aux salariés d'acquérir des compétences sans être au chômage, pour aller vers des secteurs qui vont créer de l'emploi : la rénovation thermique des bâtiments, la filière hydrogène...

Léa SALAMÉ

Attendez, on y vient...

Gilles BOULEAU

On y vient, mais je veux qu'on parle des jeunes.

Emmanuel MACRON

Vous avez raison parce que c'est notre défi.

Gilles BOULEAU

Dans les semaines qui vont venir, il y a un 700 000 jeunes du CAP, BEP, jusqu'au bac +5, qui vont arriver sur le marché du travail, sans compter les autres jeunes de 18 à 23 ans qui sont aujourd'hui, pour un grand nombre, au chômage. Qu'est-ce que vous allez faire pour que les entreprises les embauchent ? Est-ce que vous allez baisser les charges ? Est-ce que vous allez faire des emplois avec zéro charge sociale ? Est-ce que vous allez donner des primes à ces entreprises ?

Emmanuel MACRON

Alors vous avez raison, notre jeunesse, ça doit être la priorité de cette relance. Je dis la priorité parce que c'est à notre jeunesse qu'on a demandé le plus gros effort. Ne pas sortir. Ne pas aller faire la fête. Ne pas pouvoir passer ses examens. Parfois devoir renoncer à sa première embauche. Et elle vit dans l'angoisse qu'on connaît tous à cet âge-là, qui est un âge de transition. Qu'est-ce qu'on a déjà fait ? Un de dire "On ne doit pas perdre la bataille de l'apprentissage, de l'alternance, de tous les contrats professionnalisants." C'est une des grandes victoires des 3 premières années. Dans notre pays, on disait toujours "Il faut faire de l'apprentissage, etc." On n'y arrivait pas. On a simplifié les règles, simplifier les financements. C'était en train de décoller. Et donc là, on a mis sur la table un dispositif où on paye massivement la première année.

Gilles BOULEAU

Vous allez aller au-delà ?

Emmanuel MACRON

Là, on va au-delà de tout ce qui avait été fait jusqu'alors. Et donc, on accompagne les entreprises jusqu'à 250 salariés sans aucune condition et au-dessus des 250 salariés, on leur dit "Faites votre 5 % d'apprentis." Et là, je le dis en responsabilité parce qu'on a tous une responsabilité dans ces moments, quand je vois des entreprises, des grandes entreprises qui préfèrent prendre des stagiaires et de la précarité plutôt que signer un contrat pro ou signer avec un alternant, c'est irresponsable.

Léa SALAMÉ

Non mais vous allez les contraindre par la loi ?

Emmanuel MACRON

On les incite. Alors, il faut faire très attention en cette matière parce qu'avec des bonnes

intentions, on finit avec le pire, si on les contraint par la loi. On va les suivre, on va les inciter, on va là aussi par le dialogue et la construction.

Léa SALAMÉ

Si on leur dit, “Ça suffit, les stagiaires”, d’abord ils vous diront “Oui, oui”...

Emmanuel MACRON

D’abord on vous dit “Regardez.” Mais on suit les choses quand on les dit et j’ai demandé au ministère du Travail de se focaliser sur ce dispositif. Mais je ne vais pas vous dire “On va passer une loi pour interdire les stages” parce que les stages ont aussi leur mérite. Mais je dis là, il y a un effet de bord et donc l’apprentissage, les contrats professionnalisants, une aide inédite pour qu’on ait des embauches en cette première année. Ensuite, nous allons avoir un dispositif exceptionnel d’exonération des charges pour les jeunes, en particulier pour les faibles qualifications et les emplois jusqu’à 1,6 SMIC, exceptionnel parce qu’il durera 1 à 2 ans, on va l’évaluer. Mais il faut qu’il y ait cet élément d’accélération. Et surtout, on va créer des mécanismes nouveaux. 300 000 projets et contrats d’insertion qui permettent d’aller chercher les jeunes qui sont parfois les plus loin de l’emploi, qui n’ont pas réussi à trouver justement l’entreprise qui leur signent leur contrat d’apprentissage ou leur alternance. Et donc ceux-là, on va aller les chercher avec des contrats d’insertion. On en crée 300 000. On va créer un formidable accélérateur sur le service civique qui fonctionne, dont nous avons vu la qualité. On a 140 000 à peu près contrats en service civique aujourd’hui. Nous allons en créer 100 000 dans les 6 mois qui viennent. 100 000. Donc presque un doublement. Là aussi, parce que c’est une solution qu’on donne aux jeunes. Et enfin, on va permettre à des jeunes qui devaient rentrer sur le marché du travail de peut-être compléter leur formation, d’avoir un semestre ou une année d’études en plus. Et donc, on va ouvrir 200 000 places dans des formations qualifiantes supérieures pour permettre à un jeune qui n’a absolument aucune issue, aucune perspective d’embauche de poursuivre un peu ses études, avec un accompagnement social.

Léa SALAMÉ

Monsieur le Président, il y a encore beaucoup de questions. On a connu en décembre et en janvier la grève, sans doute la plus longue qu’ait connue la France depuis 100 ans, contre votre réforme des retraites. Aujourd’hui, tous les syndicats, de la CGT au Medef, vous disent “Surtout ne nous remettez pas la réforme des retraites sur la table. Ce n’est pas le moment, ce n’est pas le moment.” Pourquoi vous obstinez-vous à faire absolument cette réforme des retraites là, tout de suite, alors que nous sommes dans une crise économique majeure ?

Emmanuel MACRON

Mais je ne m’obstine pas à la faire là tout de suite, je vous rassure.

Léa SALAMÉ

Alors vous ne la faites pas ?

Emmanuel MACRON

Non, non. Alors vous voyez tout de suite, vous transformez, vous... Elle ne peut pas se faire comme elle était emmanchée avant la crise du Covid. Est-ce que c’est une bonne idée de l’abandonner totalement ? Je ne crois pas.

Gilles BOULEAU

L’amender, oui.

Emmanuel MACRON

La remettre à la discussion, à la concertation. Et pourquoi ? D'abord parce qu'il y a deux choses dans cette réforme. Il y a la réforme du système universel par points. Je pense que cette réforme est juste et elle est faite pour celles et ceux qu'on a appelé les premiers de corvée, les femmes et les hommes qui ont été en première ligne, caissières, livreurs, métiers modestes, souvent avec du temps partiel subi, cette réforme des retraites, ils en sont les grands gagnants. Parce que je vous rappelle que dans cette réforme, il y a aussi la meilleure prise en compte de leurs périodes d'activité. Il y a également une avancée sociale inédite qu'est la retraite à 1 000 euros pour tout le monde, le minimum contributif à 1 000 euros.

Gilles BOULEAU

Si on a contribué toute sa vie ?

Emmanuel MACRON

Minimum contributif, c'est-à-dire pas le dispositif qui est le minimum vieillesse non contributif. Et donc, ce sont des avancées sociales pour ces personnes. C'est vrai que dans la réforme du système par points, on revenait sur des avantages qui avaient été acquis dans le temps par d'autres régimes, par exemple, les régimes spéciaux. Je crois que cette réforme est juste. Il faut peut-être lui donner un peu plus de temps, mieux la concerter. On doit la remettre sur l'ouvrage. À côté de ça, il y avait l'aspect financier de la réforme. J'ai été élu à un moment donné où le comité d'orientation des retraites disait "Il n'y a pas de problème de financement." J'ai moi-même assumé devant les Français de dire "Il n'y aura pas de mesures d'âge parce qu'il n'y a pas de problème de financement." Six mois après mon élection, le même comité a commencé à dire "Il y a un problème de financement." Et ce problème s'est aggravé. Est-ce qu'il est plus grave ? Il va falloir leur demander maintenant.

Gilles BOULEAU

Ben là, il est gravissime. 30 milliards. On est passé de 4 milliards à 30 milliards, c'est grave.

Emmanuel MACRON

Donc vous voyez bien que nous avons devant nous deux devoirs et je le dis parce que ce n'est pas dans la main du Gouvernement, la retraite, c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Dire "On fait comme s'il n'y avait pas de problème", c'est dire "Je sacrifie le patrimoine de ceux qui n'en ont pas." C'est de dire "Je prends le risque de ne pas pouvoir payer la retraite demain." Donc, nous devons regarder notre système de retraite en face, comme l'ensemble de ce que nous sommes en train de faire.

Gilles BOULEAU

Et comment vous le financez ? Et donc l'âge pivot c'est fini, l'âge pivot d'Edouard PHILIPPE c'est fini ?

Emmanuel MACRON

En méthode, non, on va justement faire de la méthode.

Gilles BOULEAU

Donc augmenter le nombre de trimestres travaillés ?

Emmanuel MACRON

J'ai déjà montré mon ouverture sur tous ces sujets

Léa SALAMÉ
Votre préférence.

Emmanuel MACRON
Mon ouverture. Je dis ce n'est pas au président de la République d'asséner un 14 Juillet ce que va être la réforme des retraites.

Gilles BOULEAU
Non mais il peut avoir une préférence.

Emmanuel MACRON
Je suis en train de vous expliquer que la réforme universelle est une réforme juste et bonne et que nous ne ferons pas l'économie d'une réforme de notre système de retraite pour qu'il soit viable. Et donc le Premier ministre

Gilles BOULEAU
Mais tout de suite

Emmanuel MACRON
Non mais on va le faire avec méthode. C'est au Gouvernement d'y procéder. Le Premier ministre, Jean CASTEX, va réunir en fin de semaine, vendredi, l'ensemble des partenaires sociaux pour tout mettre sur la table, tout : ce qu'on fait pour la santé, ce qu'on fait pour la dépendance. Nous sommes en train de créer un nouveau risque, avec un financement là aussi où jusqu'à présent tout le monde avait toujours reculé, c'est-à-dire on va financer le grand âge. Il faut qu'on explique les uns les autres comment on le finance. La retraite, le travail, donc mettre tous les sujets sur la table. Et donner, entre le Gouvernement et les partenaires sociaux, un calendrier partagé. Mais je vais être clair : la priorité de cet été et de la rentrée prochaine c'est l'emploi. C'est la lutte pour que nos jeunes puissent avoir ou une formation ou un emploi et que personne ne soit sans solution, c'est la bataille pour préserver tous les emplois que nous pourrions préserver et pour créer tous les nouveaux emplois possibles. Ça c'est la priorité.

Léa SALAMÉ
Donc si vous n'arrivez pas à vous mettre d'accord sur la réforme des retraites avec les partenaires sociaux, vous dites "on attend" ?

Emmanuel MACRON
Non. Je dis, ce que le Premier ministre va devoir faire avec les membres de son Gouvernement compétent et les partenaires sociaux c'est de définir le calendrier pertinent qui permet d'être lucide. Nous savons tous ce qu'il en est de la réalité.

Gilles BOULEAU
Enfin, c'est quelque part, ce n'est ni maintenant ni les calendes grecques, c'est quelque part.

Emmanuel MACRON
J'aime bien cet esprit de synthèse. C'est ça. A un moment, et dans un processus dans lequel il faudra s'engager

Gilles BOULEAU
Il faudra y passer, vous étant président, c'est ça que je veux dire. Ce n'est pas pour le successeur de votre successeur ?

Léa SALAMÉ

Oui c'est ça, est-ce qu'à la fin de votre quinquennat vous la faites cette réforme des retraites ?

Emmanuel MACRON

Il est évident que de toutes façons dans les années qui viennent, et je ne veux pas mettre une référence politique là-dessus, mais dans les années qui viennent il faudra procéder à une réforme des retraites. Je suis favorable à une réforme d'ampleur qui rende en plus le système plus juste. Mais c'est évident et on mentirait à nos concitoyens à dire qu'on peut en faire l'économie.

Léa SALAMÉ

Monsieur le Président, tout l'argent que vous avez mis sur la table, vous venez de le préciser, pour amortir le choc économique de l'épidémie il va falloir le trouver. Est-ce que vous prenez aujourd'hui officiellement l'engagement devant les Français que vous n'augmenterez aucun impôt, aucune taxe jusqu'à la fin du quinquennat ?

Emmanuel MACRON

Il y a une trajectoire fiscale qui a été décidée, votée par la représentation nationale, c'est celle qui sera tenue. Elle correspond aux engagements que j'avais pris. Il y a par exemple une trajectoire fiscale pour certains impôts pour financer la dépendance, il y a aussi des baisses d'impôts sur le revenu (la taxe d'habitation). Je pense qu'on ne résoudra pas une crise comme celle-ci en augmentant les impôts. Pourquoi ? D'abord parce qu'on l'a fait à chaque fois. Si on dit on va augmenter les impôts, les gens ne consomment pas, le doute s'installe et le pays ne repart pas. Nous avons massivement dépensé : 460 milliards d'euros d'engagements publics pendant cette phase, à ce stade, à ce jour. Ces 460 milliards c'est une large part de garanties qui à un moment donné normalement devront revenir dans nos caisses, ce sont des avances en trésorerie mais c'est aussi du vrai budgétaire, du vrai argent. On aura à le compléter par un plan de relance massif sur des secteurs d'avenir et sur les compétences parce que je veux que ce soit un plan de relance industriel pour bâtir notre souveraineté industrielle et donc faire relocaliser certaines industries ; écologique, et donc je l'ai dit ce nouveau chemin ne passe que par la capacité à développer la filière hydrogène, les nouveaux moteurs, à développer massivement la rénovation thermique des bâtiments, à équiper beaucoup mieux le pays, par exemple dans ses approvisionnements en eau. Et donc ça — je finis juste — ça ce sont des investissements. Ces investissements ils sont légitimes et je peux les assumer devant la Nation en disant ils font partie de cette dette covid que nous allons mettre de côté et amortir sur le très long terme. Et ces investissements je vais les financer comment ? D'abord parce que nous sommes en train de nous battre à l'Europe pour avoir justement des financements européens, parce que nous avons obtenu durant cette crise l'une des plus grandes avancées européennes des dernières décennies : l'accord franco-allemand du 17 mai dernier. Il a été fondamental. Ensuite — le 18 mai dernier, pardon, entre la chancelière et moi-même. Ensuite, nous allons avoir une dette que nous allons amortir sur le très long terme. Et puis ce sont des investissements. Et donc on aura un retour sur ces investissements dans la nation. Je peux dire légitimement aux plus jeunes “On est en train de vous bâtir une filière hydrogène, vous pourrez vous déplacer moins cher avec des véhicules adaptés”, “on vous crée des filières industrielles qui vont faire de l'emploi chez nous”. Quand je finance de la rénovation thermique des bâtiments, on baisse la facture et donc on a un retour sur investissement.

Léa SALAMÉ

On va y venir

Emmanuel MACRON

A côté de cela, vous avez des dépenses de fonctionnement.

Léa SALAMÉ

J'entends bien, non alors, mais juste peut-être une question.

Gilles BOULEAU

Elle est assez obstinée sur les impôts Léa.

Emmanuel MACRON

Sur les impôts j'ai été très clair.

Léa SALAMÉ

Sur les impôts vous dite pas d'impôt, on est d'accord.

Emmanuel MACRON

Pas d'impôt.

Léa SALAMÉ

Même pour les plus riches, pas de tranche supplémentaire, pas de retour de l'ISF ? La taxe d'habitation à la fin de la 2023 ils ne payeront pas comme les autres, les très riches, la taxe d'habitation ? Eux ne font pas plus d'effort que les autres ?

Emmanuel MACRON

Alors je vais répondre point à point, vous avez des questions précises.

Gilles BOULEAU

L'ISF.

Emmanuel MACRON

L'ISF, nous n'avons pas supprimé l'ISF, nous avons transformé l'ISF en impôt sur la fortune immobilière conformément à mon engagement. C'est-à-dire que nous avons supprimé l'impôt sur le capital qui est réinvesti dans les entreprises et l'action. Je ne vais pas...

Gilles BOULEAU

Ce faisant, vous vous privez de 3 milliards de recettes fiscales chaque année.

Emmanuel MACRON

Regardez les chiffres, vous pouvez vérifier, ils sont beaucoup moins importants. Pourquoi ? Parce qu'on fait revenir des gens qui du coup vont réinvestir. Et c'est cohérent, nous avons d'ailleurs les résultats de cette politique puisque nous avons obtenu le rang de numéro 1 en termes d'attractivité en Europe. Ce qui n'était jamais arrivé à la France ces dernières décennies.

Léa SALAMÉ

Donc on ne revient pas sur l'ISF.

Emmanuel MACRON

Donc on ne va pas revenir sur la partie où on taxe l'entrepreneur qui réinvestit dans l'économie, elle est absurde. Et au moment où on relance, on a besoin d'investisseurs, de gens qui travaillent. Ensuite, la contribution spéciale etc., nous sommes l'un des pays où la fiscalité

sur le revenu est la plus importante. On a baissé. La baisse d'ailleurs s'est plutôt faite sur les premières tranches de l'impôt sur le revenu. Est-ce que je vais dire les yeux dans les yeux en sortie de crise, la priorité c'est de remonter l'impôt sur les revenus de ceux qui gagnent le plus ? Non. Ça ne réglera rien, ça découragera plutôt un enrichissement par le travail. Or moi j'ai besoin de femmes et d'hommes qui s'engagent, ont envie de tirer leurs familles, leurs proches etc. Que notre pays assume la justice sociale et l'esprit de conquête. Il y a une option qui est possible, c'est à la main du Gouvernement, qui serait de décaler un peu pour les plus fortunés d'entre nous, la suppression de la taxe d'habitation, ce qui est peut-être en période de crise quelque chose de légitime. Et j'entends ce que vous dites, moi je partage cela aussi. L'esprit de justice, sans envoyer un signal désastreux, pourrait être de dire "Ceux qui payent aujourd'hui la taxe d'habitation pour lesquels on n'avait pas encore baissé, on peut peut-être attendre un peu plus d'années pour le faire parce qu'on est à un moment exceptionnel, parce que c'est assez légitime et que c'est au fond du bon sens." Voilà.

Gilles BOULEAU

Il y a 3 semaines, les Français ont élu dans de nombreuses villes, dans de grandes villes (Strasbourg, Bordeaux, ailleurs) des maires écologistes. Vous avez vous-même invité, convoqué une Convention dite citoyenne et vous vous êtes engagé à soumettre un certain nombre de questions à référendum. Combien de référendums, quand et sur quelles questions précises et concrètes ?

Emmanuel MACRON

Alors la seule question sur laquelle il peut y avoir un référendum, compte tenu des demandes qui ont été faites par les citoyens de la Convention citoyenne, est une réforme constitutionnelle, celle de l'article 1er qui place l'objectif de lutte contre le réchauffement climatique et aussi le respect de la biodiversité dans notre texte constitutionnel. J'y suis favorable. Je pense que c'est une avancée majeure et je pense que c'est une avancée qui permettra de créer du droit et donc des contraintes et d'aider à transformer notre pays. La Constitution ne me permet pas aujourd'hui de décider d'un référendum demain matin sur cette base. Il faut d'abord qu'il y ait un vote par l'Assemblée puis le Sénat dans des termes conformes, et selon les termes de notre Constitution à ce moment-là il peut y avoir ou un Congrès ou un référendum.

Léa SALAMÉ

Ce sera quand ?

Emmanuel MACRON

Et donc — ça dépend du cheminement mais le plus vite possible.

Léa SALAMÉ

Le plus vite possible, à la fin de cette année où ?

Emmanuel MACRON

Je souhaite en tout cas l'engager dans les meilleurs délais. Ensuite, il y a énormément de propositions, 146, qui ont été faites par nos concitoyens. Et je veux ici souligner l'innovation dont la France a été capable. Aucun pays au monde n'a procédé à une telle convention sur des sujets aussi compliqués. Et moi j'en ai acquis la conviction après la crise des gilets jaunes, à un moment d'ailleurs où beaucoup de nos concitoyens avec sincérité, force ont dit "Nous on ne veut pas choisir entre la fin du mois et la fin du monde. On croit dans la cause écologique mais simplement vous ne nous donnez pas de solution." Et c'est vrai que cela a souvent été le malentendu dans notre pays. On a en quelque sorte stigmatisé une partie de nos concitoyens,

on a culpabilisé une partie de nos concitoyens, par exemple quand ils étaient agriculteurs, quand ils utilisaient des véhicules diesel, quand ils avaient tel ou tel mode de vie en disant ça ce n'est pas bon pour le climat. Nous sommes un grand peuple de 66 millions d'habitants, on doit trouver un chemin commun pour bâtir un nouveau modèle écologique et productif.

Léa SALAMÉ

Monsieur le Président, en quelques mots, parce que reprendre 146 mesures, tout cela est très flou et abstrait, si vous me permettez. Concrètement, dans la vie des Français, dans 6 mois, qu'est-ce qui changera pour eux ? Qu'est-ce qui sera plus écologique dans leur vie, dans leurs maisons, dans leurs bâtiments, dans leurs écoles ? Comment on verra les choses et à quelle échéance, si vous êtes concret ?

Emmanuel MACRON

On va déployer massivement, on a commencé à la mettre en œuvre au début de cette année, une prime pour rénover son logement. Beaucoup plus fort. Elle est en train de décoller, si je puis m'exprimer ainsi. On va y mettre beaucoup plus d'argent pour que les ménages les plus modestes, en particulier, et les autres puissent procéder aux rénovations pour dépenser moins d'énergie dans la maison et en même temps préserver notre climat. C'est écologique et social. Nous avons commencé à mettre en place des mécanismes d'accompagnement, cette prime à la conversion. 800 000 Françaises et Français ont changé de véhicule. Ils ont changé d'un vieux véhicule polluant pour prendre un véhicule de dernier modèle, ou hybride ou électrique ou essence ou diesel, mais beaucoup moins polluant. Je veux qu'on ait un très large programme, beaucoup plus simple encore, qui est en quelque sorte : je roule écologique et modeste. Troisième sujet : nous allons, nous, rénover massivement les bâtiments. Et donc je veux qu'on se lance dans un grand programme de rénovation de nos écoles et de nos EHPAD, pour commencer, en lien avec les collectivités publiques qui sont derrière ces bâtiments. Mais nous pouvons faire des économies d'énergie massives, avoir nos enfants et nos aînés qui vivent beaucoup mieux, produire de l'emploi pour faire ces rénovations et faire cette transition. Autre exemple très concret : aller beaucoup plus vite et fort sur la réduction du trafic dans les zones à fortes émissions. Quand on respire mal, qu'on a ses enfants qui respirent mal, des enfants qui ne peuvent pas aller à la récréation comme les autres enfants parce qu'il y a trop d'émissions, nous allons accélérer les mécanismes de transition. Ce qui est important, c'est qu'on doit rentrer, et ce plan de relance en est l'opportunité, dans la construction d'un modèle qui est à la fois écologique, industriel et environnemental. On ne va pas recréer l'industrie d'hier, mais on peut, en France, redevenir une grande nation industrielle grâce et par l'écologie. Pourquoi ? Parce qu'on ne va pas importer des matériaux de l'autre bout du monde, dont le bilan carbone est absolument abominable. On va reproduire dans nos régions parce que le numérique va nous permettre aussi de produire des plus petites quantités plus vite grâce à l'impression 3D, parce qu'on va aider nos entreprises petites, moyennes et grandes à investir pour passer à ce modèle écologique. Moi, je crois à cette écologie du mieux, pas à cette écologie du moins.

Gilles BOULEAU

Est-ce que vous croyez aussi aux mesures concrètes ? Vous avez dit, et plusieurs membres de votre Gouvernement ont dit : « à la fin de ce quinquennat plus aucun trajet pour les Français en France métropolitaine qui puisse être fait en deux heures et demi en train ne sera fait en avion. Je crois que le 1er octobre prochain, vous irez faire une réunion publique, un meeting, que sais-je, en train, comme l'a fait votre prédécesseur François HOLLANDE qui, pendant quelques mois, l'a fait, et qui s'est aperçu que c'était très compliqué pour un chef de l'Etat de se déplacer en train.

Emmanuel MACRON

Un chef de l'Etat peut avoir des contraintes en termes de sécurité. C'est tout à fait vrai. C'est ce qui avait conduit François HOLLANDE à changer parce que quand vous le faites en train mais qu'il vous faut trois wagons pour sécuriser, avoir une solution de repli... Donc il y a d'autres contraintes que nous devons...

Gilles BOULEAU

Donc vous ne le ferez sans doute pas vous-même.

Emmanuel MACRON

Non mais je ne ferai pas de gadget, et donc je le ferai à chaque fois que c'est possible, dans des conditions qui sont réalistes. Ça, vous avez ma garantie. Mais plus important, je souhaite que, et nous avons fait cette demande, plutôt nous avons mis cette condition pour la compagnie Air France, partout où nous avons déployé du TGV dans notre pays et où telle ou telle ville est à deux heures de Paris, deux heures et quart, est-ce que les lignes intérieures qui sont d'une heure, 1h10 se justifient encore ? Non. Et donc là, on doit rationaliser notre modèle, et donc ça, c'est très concret, vous avez raison. Par contre, quand vous avez le train qui met 3, 4, 5, 6 heures, est-ce que le vol domestique, la ligne d'avion se justifie ? Oui parce qu'on a besoin d'aller à Brive. On a besoin de continuer à développer à Toulouse, à Pau, de l'industrie. On a besoin de continuer à aller dans des villes qui sont des chefs-lieux de département, elles-mêmes des métropoles, où l'industrie a commencé à se développer. On ne va pas, du jour au lendemain, dire : "on ne fait plus d'avion". Donc il faut le faire là aussi avec du bon sens. Mais ce sont des choses très concrètes, la transition écologique. On va redévelopper le fret ferroviaire massivement. On va redévelopper les trains de nuit, là aussi, on va redévelopper les petites lignes de trains parce que tout ça, ça permet de faire des économies et ça permet de réduire nos émissions.

Gilles BOULEAU

En vous écoutant avec Léa, quelque chose nous est venu à l'esprit. Vous annoncez tellement de choses à venir, tellement de réformes. On se dit qu'il vous reste 600 jours, 2 ans, c'est très court. Ça ne vous invite pas à aller au-delà ? Vous ne pensez pas qu'il vous faudrait 5 ans de plus ?

Emmanuel MACRON

Je pense que le moment dans lequel nous sommes peut-être une opportunité si chacune et chacun d'entre nous en prend la mesure et se dit : "je bâtis la France de dans 10 ans". Et donc moi, j'ai un objectif à 6 mois : tout faire pour éviter le maximum de plans sociaux, réduire leur importance avec les mesures d'urgence qu'on a pu prendre, faire que la rentrée pour nos plus jeunes se passe dans de bonnes conditions, protéger. C'est un objectif à 6 mois. J'ai un objectif à 18-24 mois, évidemment, qui est d'essayer d'avoir un plan de relance qui a au maximum déployé les choses et commencé cette transformation.

Léa SALAMÉ

Oui et après ?

Emmanuel MACRON

Mais l'objectif, nous devons l'avoir pour le pays à 10 ans parce que ce que nous sommes, ce que cette crise peut nous apporter, c'est au fond la possibilité de rendre la France plus forte en répondant à des problèmes qu'elle n'avait pas su traiter par temps calmes. Nos divisions, nous ne savons pas les traiter par temps calmes. Tout à l'heure étaient évoqués des textes du général DE GAULLE. La France de 1940, il y a 80 ans, elle s'effondrait. Elle s'effondrait parce qu'elle

avait vécu, elle sortait d'une décennie où elle n'avait pas su régler beaucoup de ses problèmes. Elle s'était divisée. Elle avait été de politique en politique. Elle n'avait pas su regarder le temps long. Elle a résisté. Elle s'est relevée avec l'aide de ses alliés, de l'Europe. Et ensuite, en quelques années, nous sommes redevenus une grande puissance internationale. Nous nous sommes dotés de l'arme nucléaire. Nous nous sommes dotés de l'énergie nucléaire. Nous avons rebâti notre pays en quelques années. Nous en tirons encore aujourd'hui des bénéfices. Ce que nous n'avons pas su faire durant ces 30 dernières années, et j'en prends ma part, parce qu'on était dans les divisions, parce qu'on était peut-être dans des politiques qui souvent étaient trop lentes, dont on ne percevait pas les résultats, parce que nous vivons une crise inédite, parce qu'on mobilise des financements inédits, parce qu'on a une Europe qui est en train de changer, parce que nous, on met avec ce plan de relance, en plus de cet argent déjà mis, au moins 100 milliards d'euros pour faire la relance industrielle, écologique, locale, culturelle et éducative, je suis convaincu qu'on peut bâtir un pays différent d'ici à 10 ans. Et quand je dis ça, quel est mon objectif ? De revenir à ce qu'on disait au début de notre entretien. La seule possibilité de répondre aux peurs de nos concitoyens, c'est de leur donner un monde à voir. C'est de dire : quand vous êtes agriculteurs, non, vous n'êtes pas foutus. Non, vous n'êtes pas l'ennemi du bien-être animal et de l'agriculture, de l'alimentation saine. Ce n'est pas vrai. D'abord, notre alimentation est saine et la France est dans l'excellence du modèle agricole. Mais oui, en vous aidant, en investissant, on va bâtir une souveraineté agricole qui n'existe pas. Aujourd'hui, j'importe la plupart de mes protéines. Je peux les produire en France, en Europe.

Léa SALAMÉ

Monsieur le Président, dans les 10 prochaines années, ça veut dire avec vous dans les 10 prochaines années ?

Emmanuel MACRON

Il y a des choses sur lesquelles le peuple français est souverain et c'est bien ainsi. Mais on a le droit de voir loin et grand, y compris quand il ne reste que 600 jours. Ce que j'ai demandé au Gouvernement, c'est ce que je m'applique à moi-même.

Gilles BOULEAU

Vous êtes candidat à un deuxième mandat ? Vous avez songé à être candidat ?

Emmanuel MACRON

Mais cette question est intempestive.

Léa SALAMÉ

Elle se pose, quand même.

Gilles BOULEAU

Elle n'est pas prématurée. Nous sommes de l'autre côté du versant du quinquennat.

Emmanuel MACRON

Vous avez raison de me rappeler que j'ai passé l'hémistiche et que je suis sur une pente descendante du quinquennat.

Gilles BOULEAU

Pas descendante, de l'autre côté.

Emmanuel MACRON

Mon devoir, là où je suis, c'est de ne pas faire de calculs. C'est de se dire : notre pays, parce qu'il y a cette crise, peut sortir plus fort.

Léa SALAMÉ

Mais votre décision, vous la prendrez quand ? Est-ce que vous vous êtes donné...

Emmanuel MACRON

Quand je vous le dirai.

Léa SALAMÉ

Oui, d'accord, mais est-ce que vous avez un calendrier ?

Emmanuel MACRON

Non. Pourquoi voudriez-vous que je décide aujourd'hui de m'enfermer dans un autre calendrier que le calendrier démocratique ?

Léa SALAMÉ

Vous parlez de vous projeter sur dix ans, Monsieur le Président. Est-ce que vous n'avez pas l'impression que la Cinquième République est à bout de souffle, qu'il faut... Vous aviez pensé la changer. Vous aviez pensé faire une réforme constitutionnelle. Vous ne l'avez pas fait. Est-ce que ce ne serait pas le moment ?

Emmanuel MACRON

On a été empêché quand même.

Léa SALAMÉ

Peut-être pour un deuxième mandat, de faire une réforme constitutionnelle, de peut-être revenir au septennat, peut-être faire la proportionnelle, tout ce que vous aviez promis et que vous n'avez pas fait ?

Emmanuel MACRON

Je ne m'étais jamais engagé sur le septennat. La proportionnelle est en effet un de mes engagements et après, j'avais souhaité, je souhaite toujours réduire en particulier le nombre de parlementaires. Il y a un chemin que la Constitution impose et pour lequel les données politiques, les contraintes politiques ne me permettent pas de le faire. Je pense que nous vivons une crise démocratique profonde. On ne peut pas avoir le niveau d'abstention que nous avons vécu à des élections municipales sans nous dire que quelque chose ne va pas. Et pour moi, ça procède de plus loin, c'est que s'est installée l'idée que les gouvernants ne pourraient rien changer et à côté de ça, de colère absolue. A quoi bon, se disent les uns, et plutôt tout abattre se disent les autres, au risque d'ailleurs de faire bousculer ce que nous avons conquis de haute lutte par notre histoire. Je crois que notre pays a la ressource. Mais c'est à nous de faire aussi notre part, d'avoir un État bienveillant, qui accompagne, qui facilite, qui va plus vite, mais de retrouver ce chemin dont je parlais tout à l'heure. Dans notre République, quand on essaie dans une famille, on se disait : j'irai dans l'usine, l'entreprise ou la Mairie où travaille mes parents. Quand on réussissait bien à l'école, parce qu'un instituteur vous avait repéré, on savait quel était le chemin, parce qu'on réussissait bien à l'école, qui permettrait de gravir les échelons dans la société. Moi, je suis l'enfant de cette République. Moi, il n'y a rien dans mon histoire familiale qui justifiait que je me retrouve avec vous aujourd'hui. Je le mesure des jours comme le 14 juillet. Moi, je l'ai fait parce que sans doute, des femmes et des hommes ont eu la chance de croiser des instituteurs de la République qui ont dit à leurs

familles un peu incrédules : Il peut continuer, il va continuer. Ils ont fait un chemin et ce chemin, ils l'ont fait faire à leurs enfants. Et ce chemin, il n'est plus perceptible par nos concitoyens.

Gilles BOULEAU
C'est parce qu'ils sont réfractaires ?

Emmanuel MACRON
Non.

Gilles BOULEAU
Ou Gaulois ?

Emmanuel MACRON
Non, je suis Gaulois, moi aussi réfractaire, mais je l'ai dit en m'incluant. Non. Ça l'est parce que nous avons progressivement construit des corporatismes. On a oublié cette promesse.

Léa SALAMÉ
Et ça aussi...

Emmanuel MACRON
Parce que qu'aujourd'hui, oui, c'est ça ...

Léa SALAMÉ
Mais vous aviez dit : « Mon ennemi, c'est l'assignation à résidence ». Vous vouliez casser ça.

Emmanuel MACRON
Mais je veux encore.

Léa SALAMÉ
Vous êtes parvenu ?

Emmanuel MACRON
... et je continue. Je pense qu'on a fait des choses très fortes. L'obligation scolaire à 3 ans est une décision très forte. On n'avait pas changé l'obligation.

Léa SALAMÉ
Mais aujourd'hui, vous trouvez que c'est l'égalité des chances, quelle que soit votre couleur.

Emmanuel MACRON
Je vais y venir. Ce qu'on a fait pour l'école avec les dédoublements des classes, pour l'orientation, pour le supérieur, c'est un début. On doit aller beaucoup plus loin, beaucoup plus fort. Aujourd'hui, vous avez raison, il y a encore de la discrimination dans notre pays. Il y en a pour les diplômes, il y en a pour l'accès à la haute fonction publique. Trop. Il y en a...

Gilles BOULEAU
Pour la couleur de peau.

Emmanuel MACRON
Et il y en a pour la représentation. Il y en a pour les contrôles.

Gilles BOULEAU

Si semblez être noirs ou Arabes, dit le défenseur des droits, vous avez 20 fois plus de chances d'être contrôlé au faciès. C'est un fait.

Emmanuel MACRON

Vous avez beaucoup moins de chance.

Gilles BOULEAU

Il ne vous est pas imputable, mais c'est un fait.

Emmanuel MACRON

Non, mais ce chemin, quand on parle de la défiance démocratique qu'il y a dans notre pays, c'est ça. Et quel que soit votre couleur de peau, c'est ça. Et je veux avec beaucoup plus de force m'attaquer à cela. Donc oui, on va le continuer sur l'école, donc parler du contrôle au faciès. C'est dédié au Premier ministre et au ministre de l'Intérieur. Ça fait trop longtemps qu'on parle de cela. Nous allons tout reprendre et généraliser avant la fin du quinquennat, toutes les caméras piétons qui permettent sur ces sujets comme sur celui ensuite des modes opératoires, de rétablir la confiance entre la population et la police.

Léa SALAMÉ

Donc, il y aura des caméras partout ?

Emmanuel MACRON

Des caméras qui sont justement portées dans chaque brigade qui intervient et qui permettent de retracer la vérité des faits et qui permettent de protéger et de rétablir cette confiance. Le Gouvernement y reviendra, mais c'est pour moi un élément essentiel de ce patriotisme républicain auquel je crois. Et donc, oui, notre 5ème République traverse des doutes, des crises. Est-ce que je cède à la fatalité ? Non. Je pense que nous avons devant nous, des mois qui seront durs. Moi, je ferai tout pour protéger les Françaises et les Français, mais nous avons des défis qu'il nous appartient de relever. Et ça dépend de chacune et chacun d'entre nous, ça ne dépend pas que du Gouvernement, ça dépend de toutes les Françaises et de tous les Français. J'essaierai de conduire ce chemin, celui qui consiste à ce que chaque Français, chaque Française puisse trouver, choisir sa vie dignement dans la République et que nous rebâtissons à nouveau une Nation de citoyens forte, c'est mon seul objectif.

Gilles BOULEAU

Merci. Merci, monsieur le Président, d'avoir répondu à nos questions. Merci beaucoup Léa.

Léa SALAMÉ

Merci Gilles. Merci monsieur le Président.

Emmanuel MACRON

Merci à vous et bon 14 juillet à vous et à tous nos compatriotes.

Gilles BOULEAU

Très bon 14 juillet à tous. Merci beaucoup.